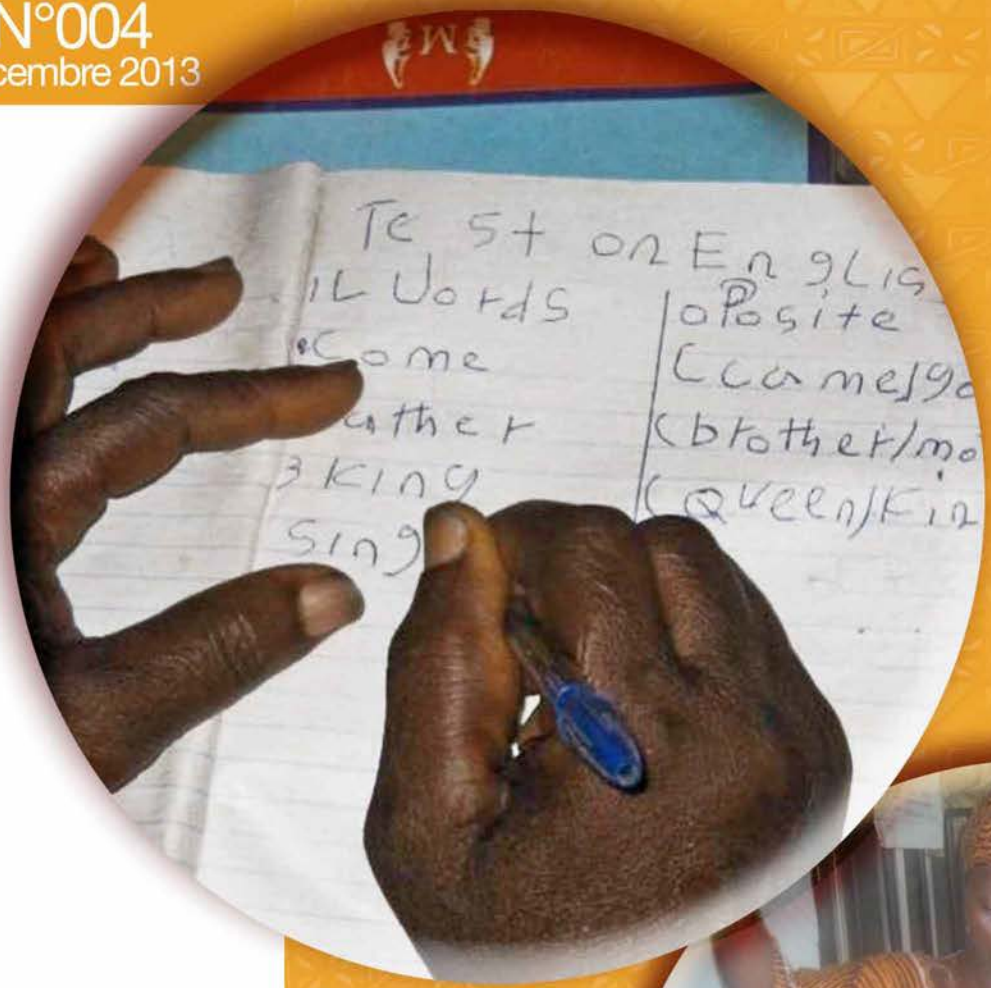
Kibare

Bulletin du Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA

Version en Français

N°004
Décembre 2013



Groupe de Travail
sur l'Education Non Formelle
(GTENF),
Association pour le Développement
de l'Education en Afrique
(ADEA)
11 BP 692 OUAGADOUGOU
CMS 11 - BURKINA FASO
Tél. +226 50 36 58 45
gtenf@fasonet.bf

www.gtenf.org

1. A propos du GTENF

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Kibare » qui signifie « aux nouvelles ! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ».

Ibrahima Bah-Lalya,
Coordonnateur GTENF

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

1. A propos du GTENF

2. Activités du GTENF

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

4. Publications

5. Dernières nouvelles

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA). Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé. Sa vision est que « l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, soit une réalité en Afrique, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux ».

Au départ, le Groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés et les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes. Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique. L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales:

- Le déploiement, au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel ;
- L'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel ;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel ;
- La consolidation des partenariats entre le public, le privé et la société civile en général;

La contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

Ces directions reflètent les axes stratégiques de l'ADEA qui s'articulent autour (1) de la promotion des connaissances et qualifications critique, (2) du développement et de la promotion des solutions africaines pour répondre aux besoins africains en éducation et formation (3) de la promotion de l'utilisation des TIC en éducation (4) de l'optimisation et la diversificationdes réseaux des partenaires de l'ADEA (5) du renforcement des capacités organisationnelles.
Le GTENF est coordonné par un bureau basé à Ouagadougou, Burkina Faso, au niveau de l'institution hôte, l'Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF). Il est conseillé par un Comité consultatif. Ses activités sont relayées au niveau des pays, par des groupes de travail nationaux, qui s'engagent pour la promotion et la reconnaissance de l'éducation non formelle au niveau national.

Le continuum éducatif et d'autres sujets majeurs au menu de la réunion du Cadre partenarial du Burkina

Une rencontre partenariale périodique a été instituée entre le Gouvernement du Burkina, à travers son Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) et ses partenaires techniques et financiers (PTF) pour faire régulièrement le point de la situation de cette dynamique partenariale et en assurer un suivi conséquent. Quatre groupes thématiques avaient été constitués au départ : les groupes accès, qualité, pilotage et finances. Récemment, un cinquième a été rajouté, celui de l'éducation non formelle. Des rencontres sont organisées au sein de ces groupes pour passer en revue les activités prévues dans le formel et le non formel, recueillir des suggestions et renforcer le réseautage autour de la thématique considérée.
C'est ainsi qu'en juillet 2013, une rencontre s'est tenue autour des enjeux soulevés par le continuum éducatif au Burkina Faso, une reforme éducative qui vise à mettre ensemble le pré-scolaire, le primaire et le post-primaire afin de rationaliser les apprentissages et les formations entre les différents cycles et niveaux, de manière à assurer une éducation de base développée et de qualité. La rencontre était présidée par Mme la Ministre de l'Education Nationale accompagnée de Mr le Ministre Délégué chargé de l'Alphabétisation. Etaient également présents à cette rencontre, le chef de file des PTF, des représentants d'ONG et d'associations, ainsi que les directeurs des services centraux du MENA.

Parmi les questions les plus intensément débattues, il y avait le transfert du préscolaire et du post-primaire au MENA, la lenteur dans la réalisation des infrastructures de la Maîtrise d'ouvrage Déléguée (MOD), la question des Plans d'Amélioration Individuels (PAI) et des Plans d'Amélioration Collectifs (PAC), le réaménagement du plan d'action du MENA et d'autres sujets dont les résultats des examens de fin d'année.
A ce sujet, Madame la Ministre a fait le bilan des examens, notamment le Certificat d'Etudes Primaires session 2013. Elle en a profité pour remercier les partenaires pour le précieux soutien reçu lors de ces examens et dans la mise en œuvre du Continuum éducatif. Elle a rappelé que cette réforme éducative en faveur d'un continuum qui embrasse l'ensemble de l'éducation de base vient au bon moment pour renforcer l'efficacité au sein des cycles, appuyer les enseignants dans la difficile tâche de développer les compétences au niveau des apprenants, raffermir la cohérence entre les cycles et soutenir la qualité de l'éducation et de la formation dans l'ensemble du système.

L'approche Continuum est un phénomène qui prend de l'ampleur en Afrique, avec une vision élargie de l'éducation de base qui s'étend au-delà du primaire pour couvrir le collège, l'équivalent du Middle School dans les pays anglophones. L'exemple de la mise en œuvre engagée au Burkina sous la houlette de Mme la Ministre du MENA peut servir dans plusieurs autres pays de la zone.

La coopération entre les communautés de base, les partenaires techniques et les ministères en charge de l'éducation est un mécanisme essentiel à la bonne marche des programmes éducatifs. Ici les représentants de ces 3 partenaires posent pour l'ouverture solennelle d'un complexe scolaire au Burkina Faso.

2. Activités du GTENF

Une pose souvenir avec les enseignants d'une communauté rurale avec Mme la Ministre de l'éducation de base et de l'alphabétisation et Son Excellence Mr l'Ambassadeur du Japon au Burkina

Le GTENF a produit son rapport de fin de cycle 2008-2012

Le GTENF vient de produire son rapport de fin de cycle 2008-2012 à l'adresse de l'ADEA et de ses partenaires. Ce rapport a été décliné sous six (6) thématiques à savoir : les travaux analytiques, les publications produites (seul ou conjointement), l'assistance technique fournie, le renforcement des capacités, les évènements de dialogue politique (hormis les biennales et la triennale) et enfin, le réseautage (création du capital social). Ces différents points ont été renseignés par le GTENF et permettent ainsi une capitalisation de ces résultats.

Dans son programme 2008-2012 le GTENF a accordé une attention particulière aux enfants défavorisés et aux jeunes vulnérables, sans l'éducation desquelles on ne peut parler d' « Education pour tous »

Le GTENF aux côtés du Pôle de Qualité inter pays pour l'alphabétisation et les langues nationales pour la mise en œuvre des recommandations de la Conférence des ministres d'éducation de mai 2013

Les Pôles de Qualité Inter-Pays (PQIP-ALN) sont des dispositifs qui permettent aux pays intéressés et à l'ADEA de partager les bonnes pratiques éducatives novatrices et, en ces temps de restrictions financières, de fédérer les efforts pour une meilleure efficacité et une meilleure utilisation des ressources. Le pôle sur l'Alphabétisation et les langues nationales en particulier se focalise sur le non formel en général.

Lors de la conférence tenue à Ouagadougou du 2 au 4 mai dernier par ce pôle, il avait été demandé au GTENF d'assurer la dissémination des résultats de la rencontre au niveau de son réseau. Par ailleurs, le groupe de travail devait contribuer à l'élaboration d'une grille d'évaluation des formules alternatives porteuses en éducation non formelle. La première recommandation a été exécutée à travers une dissémination sur le site web du GTENF et dans le bulletin Kibaré N° 003. Cette dissémination va se poursuivre à travers d'autres réseaux comme celui de l'ADEA en général, de la CONFEMEN et du Réseau Education de la DDC.

Quant à la grille, un premier projet a déjà été élaboré et il servira de base à une consultation plus élargie au niveau du réseau des experts. Le GTENF a inscrit l'activité dans son programme 2014. Cette grille sera très utile pour identifier les innovations porteuses afin qu'elles soient soutenues et disséminées au niveau de l'ensemble de l'Afrique.

Une grille d'évaluation des projets éducatifs porteurs dans le non formel permettra aux décideurs politiques et aux leaders d'opinion de faire des des choix informés sur les innovations à instaurer, promouvoir et disséminer

2. Activités du GTENF

Une grille d'évaluation des projets éducatifs porteurs dans le non formel permettra aux décideurs politiques et aux leaders d'opinion de faire des des choix informés sur les innovations à instaurer, promouvoir et disséminer

Le GTENF participe à un atelier de renforcement des capacités des membres des Comités Spécialisés de la Commission nationale pour l'UNESCO

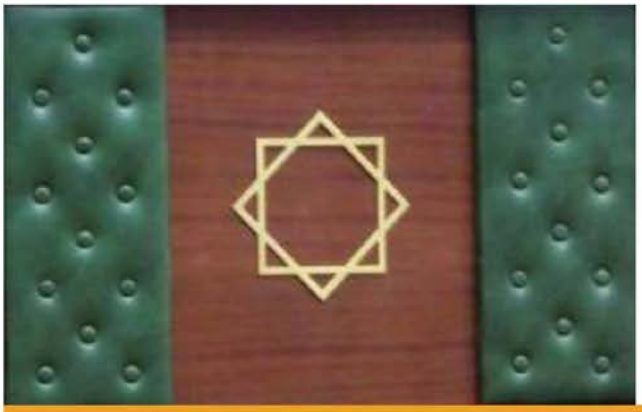
Un atelier a été organisé en Juillet 2013 à Ouagadougou sur l'exploitation des documents de l'Unesco. L'objectif était de renforcer les capacités des comités spécialisés dans l'exploitation judicieuse, la compréhension et l'analyse des documents soumis à leur attention pour la préparation des projets de résolution et de la conférence générale. Il s'agissait de faciliter l'exploitation judicieuse des documents venant de l'UNESCO pour la Conférence régionale africaine sur la Stratégie à Moyen terme 2014-2021 37C/4 et le Programme Budget 2014-2017,37/C5 ; Par ailleurs, l'atelier devait permettre d'identifier des priorités au Burkina Faso en conformité avec les orientations de l'UNESCO.

Y ont pris part une soixantaine de membres des comités spécialisés issus des ministères d'éducation, de l'action sociale et de la culture relevant des domaines de compétence de l'UNESCO, de la société civile, d'institution comme le GTENF et de personnes ressource.

A Niamey, les Etats membres de la CENSAD se penchent sur le sort de l'éducation des nomades

L'espace Sahélo-saharien, qui s'étend de l'Océan atlantique à la mer rouge, est la zone par excellence de l'élevage et de son corolaire, le nomadisme. C'est aussi une zone qui, depuis des temps immémoriaux, a su développer et entretenir des cultures et modes de vie uniques et adaptés à un environnement reconnu pour ses rudes conditions climatiques, sa précarité économique et une sécurité de plus en plus délétère au fur et à mesure que la richesse de son sol et de son sous- sol se révèlent au monde.

Dans cette région l'éducation et la formation se sont régulièrement confrontées « au problème crucial de fréquentation scolaire, liée notamment à la réticence des parents, à l'insuffisance et à l'inadéquation de l'offre ». Comment, dans ces conditions, développer une éducation et une formation de qualité qui respectent les valeurs locales tout en s'ouvrant sur le XXIème siècle. Tel était l'enjeu majeur sur lequel s'est penchée la Conférence sur la Problématique de l'éducation en milieu nomade dans l'espace sahélo saharien, tenue à Niamey du 2 au 5 décembre 2013 sous le haut patronage du Gouvernement du Niger.



Le cadre programmatique à concevoir accordera une attention particulière à l'environnement éducatif afin de préserver les cultures et mode de vie de ces populations nomades, leur faciliter l'accès aux services sociaux de base et promouvoir la paix

2. Activités du GTENF

L'ADEA, notamment son Secrétariat et le GTENF, a participé à cet important évènement et a fait une présentation remarquée sur son expérience en matière d'éducation nomade et sur les perspectives de collaboration entre l'Association et les pays de la CENSAD.
L'occasion était aussi idoine pour rappeler que L'ADEA s'était réellement investie, tout au long de ces deux dernières décennies, en faveur des groupes défavorisés, au rang desquels les pasteurs nomades occupent une importante place. L'Association en a tiré plusieurs leçons.
En particulier, ces études ont démontré que les stratégies aussi bien que des mesures spécifiques qui ont été entreprises pour l'éducation en milieu nomade sont nombreuses et riches. Malheureusement, elles sont encore insuffisantes, mal connues et trop diversifiées. Leur impact est, par conséquent, limité. Pour inverser cette tendance il est essentiel d'envisager des mesures dans au moins cinq directions:

1. impliquer toutes les parties prenantes, en premier lieu les populations concernées. Dans un environnement nomadique caractérisé par la précarité, la survie impose des règles strictes d'organisation reposant sur des traditions éprouvées, des structures sociales réduites et de la discipline. Autant de caractéristiques qui imposent qu'on écoute d'abord la base ;

2. Assurer une cohérence avec les politiques étatiques et sous régionales qui disposent des ressources matérielles, politiques et de la légitimité indispensable pour bâtir les programmes de grande envergure et de longue durée;

3. Impliquer réellement et effectivement dans la démarche, les technologies anciennes et nouvelles, de la radio rurale au téléphone portable, pour toucher les apprenants issus de groupes nomades. . Evidemment, il s'agira d'être innovant, raisonnable par rapport aux ambitions et de se « dépêcher»;

4. Appliquer une stratégie de mise en œuvre efficace en commençant petit et en partant de ce qui existe et qui a fait ses preuves ;

5. Plaider constamment pour que l'alphabétisation et l'éducation non formelle cessent d'être perçues comme une note de bas de page du formel et qu'elles jouent le rôle qui leur sied dans le contexte africain.
A l'issue des débats riches et éclairés, la Conférence a élaboré et prononcé une Déclaration qui soutient le développement et la mise en œuvre d'un modèle d'éducation de base formelle et non formelle spécifique, adapté au milieu nomade dans les Etats de la CENSAD et effectivement financé.

Cette mise en œuvre sera envisagée dans le cadre d'un programme à moyen terme, « englobant des appuis institutionnels, des réformes éducatives et des investissements, pilotés par l'ADEA sous le leadership politique de la CENSAD, de l'UNESCO, de l'OIF, de l'UEMOA, de la CONFEMEN » et des autres partenaires. Il accordera une attention particulière à l'environnement éducatif afin de préserver le mode de vie de ces populations nomades, leur faciliter l'accès aux services sociaux de base et promouvoir la paix sans laquelle les programmes et projets éducatifs ne sont pas viables.

L'ADEA a profité de l'occasion pour rappeler que non seulement le Niger a été inclus dans les pays prioritaires de l'ADEA, mais déjà, plus de 8 activités de l'association cibleront le Niger en 2014, dont deux se rapportent à la mise en œuvre de la SDSE.

2. Activités du GTENF

Le Secrétariat Exécutif de l'ADEA et les représentants des communautés nomades (photo de bas) face aux questions des participants

Les débats ont été riches des contributions de Madame le Ministre d'éducation du Mali et de son homologue Madame le Ministre du Niger, pays hôte

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Le réseau africain pour les jeunes vulnérables amorce son démarrage

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du réseau africain pour les jeunes vulnérables l'équipe du GTENF a travaillé du 1er octobre au 15 décembre 2013 sur un ensemble d'éléments consignés dans sa feuille de route. Le résultat a été soumis et discuté avec les partenaires lors de communications par internet et par téléphonie. Au titre des réalisations, il faut retenir que la conception du site web est achevée et il est fonctionnel. Un contenu a été élaboré pour diffusion au sein du réseau. De nombreuses bonnes pratiques ont été identifiées grâce, notamment, au partenariat établi avec l'UIL et les autres structures qui se sont impliquées dans ce programme. La version anglaise du site est avancée. Plusieurs partenaires sociaux, y compris Tin- Tua, l'APENF et EdB/Burkina et Pamoja/Ghana ont été visités dans le cadre d'un plaidoyer en faveur du programme.
Au résultat, les principaux acteurs sont optimistes sur la bonne marche de ce programme qui a bien démarré. A présent il faut porter une attention particulière sur les défis liés aux contraintes de terrain (agendas chargés des correspondants sur place, faible débit de connexion Internet, interruption ou manque de courant électrique dans certains endroits, limitations dans l'enveloppe financière disponible, et autres).

Pour pallier à ces difficultés, le programme devra, entre autres, prévoir un volet « hors ligne » qui permettra de développer d'autres supports pour la diffusion et la vulgarisation des actions du Réseau et procéder à l'Identification et à la budgétisation des activités à mener par les comités de pilotage dans les six pays pilotes.

A Morges, le réseau d'éducation de la DDC se penche sur le cas de ceux qui sont difficiles à prendre en compte, mais faciles à oublier

La rencontre du réseau éducation de la DDC qui s'est tenu à Morges du 16 au 20 septembre 2013, en Suisse se place dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Groupe régional Education/Formation de la DDC et du suivi de la Triennale de l'ADEA. Elle avait pour objectif de proposer un forum d'échanges sur les meilleures pratiques en matière de plaidoyer pour une éducation de qualité pour tous, y compris pour les défavorisés. Il s'agissait, en particulier de partager les expériences porteuses sur le dialogue politique, d'analyser les outils qui ont été conçus pour influer positivement sur les politiques nationales et internationales et de discuter les articulations entre les politiques locales nationales et internationales. Ce processus devait conduire à identifier des réponses efficaces et coordonnées de l'ensemble du réseau face aux défis encore non résolus dans le cadre de l'EPT et des MDs, afin d'influer favorablement sur le développement du Cadre d'Action Post-2015.

Arrivée à Morges de délégués africains et ainsi que de représentants des partenaires dont l'Unesco et la CONFEMEN

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Plus de 70 participants ont répondu à l'invitation, parmi lesquels figuraient des représentants tant de la société civile que des réseaux socioprofessionnels, des réseaux de recherche, d'instituts spécialisés, d'agences de donateurs, des services de la DDC et du Département des affaires étrangères suisse.

Arrivée de représentants de l'ACADEMIA et de structures alternatives de formation et de rattrapage pour les jeunes

La 1ère journée de la rencontre a consisté à faire un tour d'horizon des expériences pertinentes de dialogues politiques en éducation non-formelle et des types d'alliances à construire pour porter plus loin et plus fort le message en faveur de l'éducation de qualité pour tous, y compris les marginalisés.
La deuxième journée s'est focalisée sur les outils à mettre en usage pour influer positivement sur les dialogues politiques à tous les niveaux, avec une attention particulière sur les outils de mesure et d'évaluation. Cette journée a été aussi mise à profit pour visiter des centres d'éducation et de formation en faveur des groupes désavantagés.
Au troisième jour, l'atelier s'est concentré sur les formes d'éducation à encourager et à soutenir dans les pays dits « en contexte de fragilité » y compris l'Afghanistan, Haïti, le Mali, le Pakistan et le Tchad. Une session plénière a repris les principales leçons à tirer de cette rencontre.

L'atelier a abouti aux constatations majeures suivantes :
Les progrès accomplis durant les deux dernières décennies dans l'Accès à l'éducation de base et dans l'Equité entre les genres sont impressionnants avec, cependant, de fortes disparités liées aux différences économiques, sociales, culturelles et de location.
Les progrès accomplis dans la Qualité ont été médiocres à cause essentiellement de l'inadaptation de certaines offres éducatives, des déperditions trop élevées, des mauvaises stratégies de gestions éducatives trop souvent centrées sur le formel et sur les structures des Etats, et de la situation de pauvreté compliquée, dans bien de pays, par celle de « fragilité » due aux conflits et aux calamités naturelles.

Deux jeunes garçons en apprentissage dans une école suisse de rattrapage et d'orientation professionnelle
La Pertinence, qui devrait normalement accompagner la qualité et qui concerne l'adéquation des offres éducatives aux besoins réels des groupes, est ignorée dans bon nombres de politiques éducatives.
L'évaluation, les processus d'évaluation doivent être revus et des politiques d'évaluation inter niveaux mises en place pour prendre en compte les valeurs, les attitudes et les comportements.

Les représentants du GTENF lors de l'importante rencontre de Morges en Suisse

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Pour faire face à ces lacunes et d'autres, l'atelier a préconisé de recentrer le plaidoyer du réseau sur les groupes défavorisés et de revoir les dialogues politiques de manière à ce que ceux-ci :

- soient multi-acteurs, multi-niveaux ;
- soient mieux ciblés sur les défis négligés y compris les faiblesses constatées dans l'inclusion du non formel dans les stratégies éducatives, le recentrage sur la formation en milieu rural, le financement, la vision holistique, les liens entre l'éducation de base et la formation professionnelle ;
- soient réorientés vers les voies et moyens à mettre en branle pour inclure « la voix des sans-voix », des groupes marginalisés, ceux qui résistent à l'éducation, « ceux qui sont difficiles à prendre en compte mais faciles à oublier »[1] ;
- puissent développer des instruments non seulement capables d'expliquer les stratégies éducatives nouvelles et de plus en plus complexes, mais qui ne s'enferment pas dans le dogme du « measurement » à tous vents.

Il s'agit essentiellement pour le réseau de : (1) clarifier les concepts surtout celui concernant l'ENF, (2) préciser les cadres de travail, (3) construire des alliances, (4) disséminer les bonnes pratiques, (5) s'assurer que le cas des groupes marginalisés est bien placé au centre de l'agenda post-2015, (6) suivre le financement pour que celui-ci soit suffisant et approprié, (7) soutenir une gouvernance plus efficace et (8) intégrer les structures étatiques au réseau, même si, pour le cas africain, l'ADEA, qui est membre du réseau de la DDC, remplit déjà cette fonction avec son propre réseau de 56 ministères d'éducation.

Concrètement et dans l'immédiat, il a été suggéré d'envoyer, à travers plusieurs canaux y compris l'ADEA, GRALE, CONFEMEN et la Conférence de l'ICAE, un message fort et ciblé sur 3 ou 4 enjeux majeurs à inclure dans l'Agenda Post-2015. Par ailleurs, il faudrait continuer à réfléchir sur le fonctionnement du réseau et sur les perspectives qui s'ouvrent avec l'agenda Post- 2015.

La rencontre s'est achevée par une note très positive du représentant de la DDC qui a exprimé le souhait que Morges soit un premier pas vers l'animation d'un réseau actif, efficace et d'une influence positive sur la destinée de l'éducation dans le monde.

Visite d'une classe pour adolescents qui ont besoin de renforcer leurs compétences avant le grand saut

La rencontre de Morges était aussi une occasion idoine d'échanges d'idées entre collègues de terrain

Jeunes filles en apprentissage dans une école de rattrapage et d'orientation professionnelle

[1] *« Those who are hard to reach and easy to forget »*

Les acquis en alphabétisation en voie d'être mieux connus et mesurés en Afrique grâce au programme RAMAA

La Recherche Action sur la Mesure des Acquis des Apprentissages (RAMAA) a été initiée par l'Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la Vie (UIL), en collaboration avec cinq pays africains, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Maroc (voir Kibaré N°003).
Ce programme est à divers niveaux d'avancement. Le Maroc a déjà bouclé sa recherche nationale et son rapport est disponible. Le Burkina Faso et le Sénégal vont mener leurs enquêtes nationales avant la fin du mois de décembre 2013. Le Niger vient de lancer l'enquête pilote et le Mali, compte tenu des perturbations qu'a connu le pays, ferme le peloton avec la phase de préparation de l'enquête pilote.
RAMAA fait partie de ces programmes essentiellement collaboratifs qui visent à relever le défi de pourvoir une éducation et une formation de qualité aux laissés-pour-compte et, par la même occasion, de renforcer les réseaux qui se sont établis entre les programmes qui ont pour vocation de subvenir aux besoins des défavorisés. C'est pourquoi le GTENF s'y implique pleinement tant au niveau national qu'international. Le programme RAMAA répond à un véritable besoin de proposer à la communauté internationale des données fiables sur les réels acquis des alphabétisés.

A Tallahassee des chercheurs se penchent sur la problématique des «foyers coraniques » et la prise en charge des déscolarisés en Afrique

La mise en œuvre des programmes de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont permis d'accomplir un formidable progrès dans l'accès à l'éducation de base en Afrique. Rien qu'en Afrique au Sud du Sahara, les Taux Nets de Scolarisation ont progressé de 14, 4 points entre 2000 et 2009 pour atteindre un chiffre record de 82%[2] . Dans des pays tel que le Burkina Faso, le nombre d'enfants scolarisés est passé de 2.349.559 en 2006 à plus de 2.708.620 en 2010, soit un bond de 59, 2% à 75,6% en moins de quatre ans.

Ce progrès, qui a été unanimement salué, comporte cependant des zones d'ombre. En effet, en même temps que l'accès et, dans une certaine mesure, l'équité progressaient, les déperditions scolaires devenaient considérables et créaient une énorme masse de jeunes insuffisamment scolarisés. On constate par exemple que sur un échantillon représentatif de l'Afrique subsaharienne de 6 pays -le Burkina, l'Ethiopie, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad-, et, sur un total de 5 millions d'enfants inscrits en première année en 2010, le taux de survie moyen non pondéré à la 6e année était à peine de 57% (P. Easton)[3] . Ceci signifie que sur l'ensemble des enfants inscrits à l'école dans ces 6 pays, 43% avaient abandonné l'école. A la fin du premier cycle du secondaire, le taux de déperdition se hisse à 63%. Ce phénomène annonce le mal-être et la délinquance pouvant conduire au pire dans les pays où sévissent des conflits militaires, sociaux et politiques.

A cette frange de la population déscolarisée, il faut ajouter les enfants non scolarisés : rien qu'en Afrique subsaharienne, les données indiquent que plus de 30 millions d'enfantsn'étaient pas scolarisés en 2009, soient 23% de ceux qui sont en âge de scolarisation[4] . Au même moment, 21 millions d'adolescents étaient

[2] *CIEFFA .Etat des Lieux de l'atteinte des OMD 2 et 3 et de l'Objectif 5 de l'EPT par les pays membres de l'Union africaine en 2009. Ouagadougou 2009.*

[3] *Easton and al. (2013). Social Trajectories and Literacy Retention among West African School Leavers and Dropouts. Proceeding of the CIES-DTLR. Florida State University*

[4] *UNESCO. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010*

exclus du système scolaire. Quant aux adultes (à partir de 21 ans), 153 millions d'entre eux, dont 60% de femmes, n'avaient pas le minimum de compétences de base en lecture, écriture et calcul.

En général, ces enfants déscolarisés et non scolarisés proviennent des zones rurales, de ménages pauvres des zones péri-urbaines, de groupes ethniques défavorisés ou de groupes vivant dans des zones troublées par des conflits politiques et ethniques.

Une autre caractéristique marquante de cette population en sérieux besoin éducatif, est qu'elle provient, en grande partie, de zones de cultures majoritairement islamiques où se combinent la pauvreté économique, des pesanteurs socioculturelles et la faible implantation de l'école moderne. En outre, l'enclavement de certains endroits et d'autres facteurs prédisposent les groupes défavorisés, particulièrement les filles, à l'abandon scolaire.

Identifier des critères pertinents de mesure des acquis des apprenants dans le non formel constitue un casse-tête que le programme RAMAA contribuera à résoudre. Ici des chargés de programme alpha en train de compulser des données

Un facteur particulièrement défavorable est le fait que les apprenants ici se retrouvent facilement bloqués entre deux systèmes éducatifs différents. D'un côté, il y a le système moderne introduit par les européens et qui utilise des supports en langues européennes (anglais, français, portugais, etc.), de l'autre, les systèmes traditionnels, basés sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en arabe ou en langues locales, dans ce qu'il est communément appelé «foyers coraniques». Pris entre les deux, plusieurs apprenants finalement ne maitrisent point les compétences de base, les compétences de vie et les habiletés techniques, ni dans l'un des systèmes ni dans l'autre. Au bout du processus, ils sont fragilisés et se retrouvent à la merci des aléas, y compris la délinquance et le recrutement dans des aventures peu recommandables.

Une étude conduite récemment par CERFI montre qu'il y a au moins 7500 foyers, rien qu'au Burkina

Région	Effectifs	Proportion(%)
Boucle du Mouhoun	1405	18,7
Cascades	448	6,0
Centre	254	3,4
Centre-Est	441	5,9
Centre-Nord	468	9,0
Centre-Sud	398	5,3
Est	598	8,0
Hauts-Bassins	591	7,9
Nord	594	7,9
Plateau Central	284	3,8
Sahel	1238	16,5
Sud-Ouest	110	1,5
Total	7502	100,0

Trop souvent des enfants se retrouvent coincés entre les systèmes éducatifs modernes et les foyers coraniques. Ils, ratent leur formation et se retrouvent à errer dans la rue

Se pose alors la question de savoir comment transformer ce cercle vicieux en un cercle vertueux en faisant de sorte que ces deux systèmes puissent se soutenir mutuellement et fonctionner en synergie, dans une vision holistique, permettant ainsi de faire plus efficacement face aux défis que posent la déscolarisation et la non scolarisation.

Cette question a retenu l'attention du GTENF et de ses partenaires dont les ministères d'éducation, les associations communautaires et les chercheurs internationaux. Le sujet a été débattu lors de la conférence du CIES tenue à Tallahassee en Octobre 2013. Trois pistes ont été particulièrement discutées :

- Les sous-systèmes traditionnels pourraient être améliorés, modernisés et utilisés comme école de seconde chance devant faciliter la récupération des apprenants exclus du système formel ;
- A l'image de ce que tente de faire le Burkina Faso, les foyers coraniques pourraient être intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux afin de leur octroyer un cadre légal, permettant ainsi de mobiliser plus facilement les ressources en leur faveur, d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation dans ces centres traditionnels et d'offrir de meilleures perspectives aux sortants de ces centres. Au Burkina, 733 écoles coraniques et 15 810 apprenants pourraient être déjà concernés;
- Une troisième possibilité, en complément des deux précédentes, serait de développer des passerelles viables entre ces sous-systèmes, de manière à reconnaître et valoriser les compétences acquises dans les centres d'éducation non formelle et informelle. Ceci permettrait de contribuer au renforcement des conditions d'accueil et de récupération des exclus de l'école et, en sens inverse, de faciliter l'accès au formel des meilleurs apprenants du non formel et de l'informel.

Au Burkina Faso, les autorités sont effectivement impliquées dans l'effort d'intégration des enseignements traditionnels et modernes. Ici le Ministre Délégué en Alphabétisation lors d'une rencontre nationale sur le sujet.

A l'issue des présentations et des discussions, il est ressorti que toutes les trois alternatives pourraient être viables si certaines mesures étaient prises, y compris les suivantes:

1. Collecter des données fiables afin d'identifier effectivement les catégories et les nombres de structures d'apprentissage et d'apprenants, les caractéristiques de l'environnement de l'apprentissage et tous autres paramètres indispensables au développement de politiques éducatives solides;

2. Revoir fondamentalement le contenu des curricula et réfléchir sur les langues d'enseignement et sur l'intégration des écoles coraniques dans les processus éducatifs nationaux, à l'image de ce qui s'est passé dans des pays tels que l'Indonésie, la Turquie et le Bengladesh ;

3. Renforcer le niveau des connaissances et des pratiques éducatives des maîtres coraniques et les mesures de motivation;

4. Impliquer effectivement les parents ainsi que les apprenants car leur « complicité» est une condition essentielle à la réussite de ce genre de programmes;

5. Tirer avantage tant des TIC traditionnelles (e.g., radios rurales) que modernes (e.g., téléphones portables) ;

6. Réfléchir sur la problématique des valeurs culturelles, des préjugés et de ce qui est politiquement et socialement correct, afin de développer des politiques qui tiennent compte des réalités dans les campagnes africaines de la zone;
7. Réfléchir d'avantage sur l'utilisation des savoirs et compétences acquis dans ce cadre et sur l'employabilité" des diplômés puisque ce sont des langues européennes qui servent de langues officielles (français, anglais, portugais, espagnol) alors que la plupart des foyers coraniques fonctionnent sur la base de langues africaines associées à l'arabe traditionnel;
8. Faire résolument face aux effets de la pauvreté, ce qui implique, entre autres, l'aménagement de cantines pour les nécessiteux, le renforcement des associations de parents d'apprenants et d'autres mesures proactives ;
9. Mener de vastes campagnes de plaidoyer vers le grand public ;
10. Assurer un financement ciblé et suffisant.

Le GTENF et ses partenaires se positionnent, en 2014, pour l'approfondissement de la réflexion sur chacune de ces thématiques, à travers un travail analytique visant à circonscrire davantage les défis, mieux en identifier les opportunités et formuler des recommandations pratiques et utiles.

Les foyers coraniques sont établis dans des zones de cultures majoritairement islamiques où se combinent pauvreté, pesanteurs socioculturelles, faible implantation de l'école moderne, non scolarisation et abandons scolaires massifs.

Au menu du Forum de Tunis, l´intégration des TIC en éducation en Afrique

Plus de 200 décideurs politiques, experts, leaders d'opinion, agences de coopération, représentants du secteur privé et de l'Academia se sont rencontrés à Tunis, du 09 au 11 décembre 2013, pour réfléchir, ensemble, sur l'un des défis les plus importants auquel l'éducation africaine se trouve confrontée actuellement: celui de la réduction de la fracture numérique dans nos systèmes d'enseignement et de formation.
Côté africain, plus de 20 pays et une dizaine de ministres d´éducation étaient représentés à cette importante rencontre. Parmi les co-organisateurs de ce Forum initié par l'ADEA, il y avait le Ministère d´Education de la Tunisie, la BAD, l´UNESCO, l´OIF, Intel, SAMSUNG et d'autres importantes institutions qui se sont associées à la démarche et ont répondu à l'appel de Tunis.

Au podium du Forum des représentants de l'Academia, de l'ADEA et de l'ensemble de ses partenaires

Le Forum avait pour ambition d'aider les ministres africains en charge de l´Education à concevoir, mettre en place et exécuter des politiques d´intégration de nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) efficaces et pertinentes afin que l'Afrique rattrape le reste du monde dans ce domaine porteur de futur. L'idée était d'examiner comment accélérer, de manière stratégique, la transformation des systèmes d´éducation et de formation africains au moyen des TIC, afin d´en faire de puissants leviers pour la production du « capital humain » dont le continent a tant besoin dans le cadre d'un développement durable et une intégration réussie dans la nouvelle société du savoir.

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

L'Afrique fait aujourd'hui face à l'extraordinaire défi d'avoir à offrir une éducation de base de qualité à plus de 30 millions de non-scolarisés et de déscolarisés, de trouver le moyen de recruter plus de 100 000 enseignants pour couvrir les pressants besoins des écoles et des autres centres d'éducation et de formation, de trouver les stratégies appropriées d'éducation et de formation en faveur des groupes marginalisés y compris les pasteurs nomades, les femmes des zones rurales et les apprenants issus de minorités ethniques. Le continent doit aussi faire face à la dantesque question de qualité dans un contexte où les maitres sont insuffisamment formés et motivés, les livres insuffisants et l'environnement éducatif peu encourageant.
Ces défis sont certes formidables en soi. Mais ils peuvent être surmontés grâce, entre autres, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, pourvu qu'on mette celles-ci à contribution, de manière efficace et prudente.

Il faudrait, en premier lieu mettre en place une plateforme régionale de dialogue politique de haut niveau et partager les connaissances qui existent déjà dans le domaine et qui ont été abondamment exposées lors du Forum de Tunis par les experts venus de différents horizons et contextes programmatiques.
Il s´agira ensuite d'affronter les énormes défis que constituent la formation des enseignants, le déploiement des réseaux et des équipements dans des contextes où parfois il manque même le courant électrique, de résoudre les multiples questions de connectivité, de généraliser une culture de l´alphabétisation numérique et de la créativité, de soutenir la pratique au quotidien des TIC, de réfléchir sur les stratégies à mettre en place pour adapter celles-ci aux besoins des apprenants africains, d'élargir les opportunités d´apprentissage des populations marginalisées et de renforcer les

Une vue de la salle pendant une séance de discussions animée

L'intervention du Professeur Peck Cho de la Corée du Sud a été particulièrement remarquée lors du forum sur les TIC en education een Afrique

partenariats public-privé pour les TIC en éducation.
L´introduction des TIC et le renforcement de leur usage partout où elles sont utilisées déjà peuvent, si un minimum de précaution sont prises, contribuer au renforcement de l'accès et de l'équité, à l'optimisation des politiques de formation et d'utilisation des enseignants, et à l'amélioration de la qualité de l´enseignement et des méthodes

pédagogiques. Elles permettraient de mieux cibler les groupes qui ont le plus besoin d'éducation, proposeraient une palette plus large de matériels pédagogiques et amélioreraient la pertinence, etc. En résumé, elles démultiplieraient les possibilités d´apprentissage et de formation si elles sont utilisées effectivement et correctement.

Le cas de la Corée du Sud, qui a été présenté avec éloquence lors de la rencontre, illustre bien le propos. Ce pays est parti de rien pour devenir aujourd'hui un des leaders mondiaux en technologie du numérique.

Le Forum de Tunis, qui a permis de discuter de ce cas et d'autres, marque une étape importante sur la voie du futur de l'éducation en Afrique.

Le Forum a donné aussi l'occasion de renforcer les réseaux autour de la thématique et de consolider les relations partenariales à travers des entretiens avec des partenaires techniques et financiers tel qu'Intel et l'Organisation des Ministres de l'éducation des pays d'Asie du Sud-Est (SEAMEC) et la signature d'importantes lettres d'entente.

Le Forum a fourni une occasion de renforcer le réseau en faveur de l'introduction et du renforcement des TIC en éducation africaine. Ici, le PCA de l'ADEA signe une lettre d'accord avec les représentants d'INTEL

4. Publications

Alphabétisation et diversité linguistique dans une perspective globale : Echange interculturel avec des pays africains

Edité par Neville Alexander et Brigitta Busch

Le document intitulé « Alphabétisation et diversité linguistique dans une perspective globale : Echange interculturel avec des pays africains » présente plusieurs contributions sur la promotion de la diversité linguistique et culturelle dans le cadre d'une politique qui vise à alphabétiser les populations, à les autonomiser et à faciliter leur intégration dans la société du savoir. Il est le résultat d'un apport de plusieurs partenaires tant du Nord, y compris l'Autriche et l'UNESCO, que du Sud, en particulier l'Académie Africaine des langues (ACALAN). L'objectif était d' «ouvrir le dialogue, adopter une perspective comparative et définir des domaines potentiels de coopération et d'échanges en tant que sources d'enrichissement mutuel». Plusieurs questions sous-jacentes ont été également abordées tout au long de ce travail très riche et combien utile pour l'alphabétisation et le développement de l'éducation non formelle en Afrique. Il y a eu, en particulier, toute la réflexion que les auteurs engagent sur la promotion des langues non dominantes dans un contexte de plurilinguisme et de multiculturalisme, la sensibilisation à l'utilisation des langues locales pour les premières années d'éducation, et la stimulation pour une culture de la lecture dans des environnements caractérisés par l'oralité. Les études se penchent aussi sur le développement de critères applicables à des matériels d'enseignement et d'apprentissage qui respectent la diversité linguistique.

L'ouvrage a abouti à la conclusion que la préservation du multilinguisme en Afrique et son exploitation pour contribuer au développement durable et à la paix est pertinente tant pour l'Afrique que pour l'Europe et les Nations Unies en général. Un flux réciproque de connaissances et d'expertise entre le Nord et le Sud est possible et recommandable pour aborder ce délicat problème et construire des politiques éducatives qui respectent le multilinguisme, dans une perspective de développement durable. Cependant, pour mettre ces idées en pratique, il y a un certain nombre de préalables à poser et de défis à relever. Ceux-ci sont mentionnés dans les huit articles que comporte le document.

Pour plus de détails, se référer à :

N. Alexander et B. Busch ed. (Février 2007). Alphabétisation et diversité linguistique dans une perspective globale; Echange interculturel avec des pays africains. Edition Les langues pour la cohésion sociale. Conseil de l'Europe. ISBN 978-92-871-6140-6

4. Publications

Promouvoir les connaissances, les compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique.

Une synthèse de G. AFETI & A. L. ADUBRA.

Lors de la Triennale de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique qui s'est tenue en Février 2012 à Ouagadougou, une attention particulière avait été portée sur le développement des compétences techniques et professionnelles des jeunes. De nombreuses présentations avaient abordé les différentes facettes de cette question essentielle à l'avenir de l'Afrique. Ces présentations ont fait l'objet d'une synthèse élaborée par Georges AFETI et Ayélé Léa ADUBRA.

Partant de l'historique et du contexte du développement actuel, la synthèse a abouti sur un certain nombre de propositions rendues nécessaires par le changement de paradigme en éducation et en formation plaidé par l'ADEA. Avec un taux particulièrement élevé de chômage des jeunes dans le continent et la faible efficacité des systèmes d'éducation et de formation tels qu'ils fonctionnent présentement, il est devenu impératif de revitaliser l'enseignement technique, d'intégrer effectivement le secteur informel au processus de formation, d'assurer un financement public conséquent et d'intégrer le privé dans l'effort général de renforcement des capacités des jeunes.

Selon Afeti et Adubra, les études présentées à la Triennale confirment la nécessité de revitaliser le secteur informel, d'ancrer les réformes éducatives dans le cadrage des politiques de développement des pays, de renforcer les compétences dans le secteur agricole et de réaliser que les perspectives d'emploi sont étroitement liées aux politiques économiques, commerciales et d'industrialisation des pays. Ces études auraient également permis de confirmer que la simple acquisition de compétences ne conduit pas forcément à l'emploi. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante.

A cause de ce qui précède, il faut concevoir et mettre en œuvre des réformes qui prennent en compte l'harmonisation des normes législatives, la création de partenariats solides entre le public et le privé et l'amélioration de la qualité de l'enseignement général comme préalable à une formation professionnelle solide. Par ailleurs, ces réformes doivent tenir compte des impératifs d'équité et de transparence. Elles doivent être conçues à partir d'une vision holistique qui permette aux sortants de faire valoir leurs connaissances quel que soit l'endroit où ils/elles les ont acquises. La nouvelle approche doit être sensible aux messages qui proviennent du marché du travail et des secteurs dominants de l'économie en particulier l'agriculture et le petit commerce.

Pour être efficace, les formations doivent s'accompagner de mesures de soutien technique et financier. Elles doivent se focaliser sur le développement de compétences requises pour fonctionner dans le système moderne de production, d'innovation technologique et de valeur ajoutée. Les langues nationales ont un rôle à jouer dans la diffusion des connaissances auprès du monde rural. C'est dire combien est important le rôle que les programmes d'éducation non formelle doivent jouer dans ce nouveau paradigme.

Pour plus de détails, consulter le site de l'ADEA (www.adeanet.org) la référence : G. AFETI & A. L. ADUBRA. (février 2012). Promouvoir les connaissances, les compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique.

La Maison de la Culture de Bobo abrite le 4ème forum sur l'éducation non formelle et les manifestations de la Journée Internationale de l'Alphabétisation

Après les trois fora sur l'éducation non-formelle organisés avec succès en 1999, 2004 et 2008, le 4ème forum s'est tenu le mardi 17 décembre 2013, à la Maison de la culture de Bobo-Dioulasso. L'occasion a été mise à profit pour enclencher sur La Journée internationale de l'Alphabétisation célébrée le 20 décembre 2013. L'évènement avait pour thème : ***« Pour l'atteinte des objectifs du Programme national d'accélération de l'alphabétisation, acteurs et actrices, mutualisons nos expériences et pratiques réussies ».***

C'est dans une maison de la culture bondée que la marraine du forum, Madame Chantal Compaoré a prononcé le discours d'ouverture dans lequel elle a affirmé que « La tenue du 4éme forum est l'expression de la ferme volonté du Gouvernement du Burkina Faso de réaliser l'effectivité des droits à l'éducation et de créer un environnement propice à un développement endogène ». Le message du Premier ministre, Monsieur Luc Adolphe Tiao a été lu par Madame Koumba Boly, la Ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation. Ce message a réaffirmé la vocation du Burkina Faso à « être une référence africaine en matière d'alphabétisation ». Tout comme la marraine, le Premier Ministre a demandé aux participants de contribuer à une réflexion collective et de faire, avant la fin de la rencontre, des propositions concrètes à même de renforcer l'éducation non formelle au Burkina Faso, en Afrique et dans le monde.

De l'intervention de Monsieur Ivan Robert, chef de file des partenaires techniques et financiers de l'éducation non formelle à la suite de celle de Madame la Ministre de l'Education nationale, il ressort que

l'Education non formelle souffre d'un manque crucial de moyens. En exemple, pour un budget estimatif de 12 milliards, l'ENF souffre d'un manque à gagner de plus de 4 milliards de FCFA.

Pour la représentante des opératrices, Madame Assétou Nikièma, l'alphabétisation est une chance à saisir : « Nous analphabètes, si on parle aujourd'hui le français, c'est grâce à l'alphabétisation que vous avez su mettre à notre faveur », déclare-t-elle.

Les travaux ont démarré avec des exposés sur des thématiques portant sur l'état des lieux de l'ENF de 2008 à nos jours, la mise en œuvre du PRONAA, le référentiel des innovations, le bilan de la mise en œuvre des recommandations issues du 3ème Forum, la présentation des CEBNF et enfin la présentation de la fondation KARANTA. A la suite des échanges, des thématiques d'intérêt portant sur la décentralisation du FONAENF, la collecte des données statistiques et la carte communale en ENF, l'état de la mise en œuvre de la formule enchaînée et le développement des innovations ont été retenues pour réflexion en groupe.

Ces échanges ont permis de relever les défis qui s'imposent à chaque thématique et de faire des recommandations allant dans le sens de la décentralisation effective du FONAENF, du renforcement des capacités des acteurs du niveau central et déconcentré en ENF, de la généralisation des cartes communales d'ENF et enfin de

l'amélioration du mécanisme de collecte des données statistiques en ENF.

La cérémonie de clôture du forum a été présidée par le Monsieur le Ministre Délégué, Chargé de l'Alphabétisation. Elle a été marquée par la lecture et l'adoption du rapport synthèse des travaux, ainsi que la lecture des motions de remerciement, de Résolution et des Recommandations.
La journée internationale de l'alphabétisation, a été organisée autour du thème : « Alphabétiser au 20è Siècle ». Cette cérémonie-a connu la présence de Monsieur Hamadou Diemdoda Dicko, Ministre Délégué Chargé de l'Alphabétisation du Burkina Faso, des représentants du Gouverneur de la région des Hauts Bassins et du Maire de la ville, ainsi que de Madame Assétou Nikiéma, représentante des opérateurs/trices en alphabétisation et des partenaires techniques et financiers.
Les activités ont démarré avec la remise de matériel par l'UNICEF à l'intention des écoles.
A l'ouverture, Monsieur le Ministre Délégué à l'Alphabétisation a appelé à une intense réflexion et à un plaidoyer en faveur de l'ENF. Il a rappelé l'urgence de développer des initiatives pertinentes pour une alphabétisation de qualité, à travers le renforcement des aspects fonctionnels de l'alphabétisation, les innovations éducatives et le partenariat, autant d'activités qui nécessitent des instruments de politiques adaptés et un mécanisme de financement adéquat.
La cérémonie a pris fin avec une reconnaissance des mérites de certains acteurs/trices du non formel à travers la remise d'attestations de mérites et de décoration.

Les grandes lignes de l'avenir de l'ADEA se dessinent à la 39ème Session du Comité directeur de l'ADEA

La 39ème Session de la Réunion du Comité directeur de l'ADEA qui a été organisée du 12 au 13 décembre 2013 à Gammarth, en Tunisie, marque une étape décisive dans l'évolution de notre Association. Cette session s'est en effet tenue autour de points considérés comme cruciaux pour le devenir de l'association. Sur l'ensemble, il faut retenir les points suivants :

D'entrée de jeu, le Rapport général de la 38ème Session a été discuté et approuvé et le Forum sur les nouvelles technologies de l'information et de la Communication en éducation en Afrique salué pour la qualité de sa tenue (voir l'article plus haut).

S'agissant de **l'audit organisationnel**, le Comité directeur a exprimé ses remerciements à l'USAID pour avoir financé et appuyé cette activité et pour avoir contribué à produire un rapport final plus équilibré par rapport au document initial. Il a adopté le rapport de l'audit et a recommandé de se concentrer, à présent, sur la mise en œuvre des recommandations qui en sont issues et qui sont de 3 natures: il y a les recommandations qu'on peut exécuter sans coûts additionnel et qu'il faut immédiatement engager, celles dont la mise en œuvre nécessite un minimum de financement et qu'il faut envisager pour le

La 39ème Session du CD a été marqué par une intense concentration sur les débats autoru d'enjeux majeurs

moyen terme et la troisième catégorie, concernant des changements plutôt structurels, qu'il faut envisager à long terme.

S'agissant de **la situation financière** actuelle, le CD a salué les coupes budgétaires déjà entreprises par le Secrétariat qui a réduit les dépenses des Groupes de Travail et du Secrétariat, qui a suspendu tous nouveaux recrutements et qui a proposé que les dépenses liées à la tenue des sessions du Comité directeur soient réduites.
Il faudrait non seulement continuer cet effort

Le Ministre d'éducation de l'Angola et le Président du Comité directeur de l'ADEA à l'écoute d'une intervention

de contrôle des dépenses, mais mettre en place une stratégie de mobilisation de fonds conséquente à travers plusieurs initiatives dont l'augmentation de la contribution en provenance des pays africains (En retour, les activités de l'ADEA doivent être maintenant centrées sur la satisfaction des demandes de ces pays), une meilleure mise en valeur des productions de l'ADEA dont les requêtes doivent se baser sur les résultats atteints par l'association, une meilleure utilisation de la position privilégiée d'avoir la BAD comme institution hôte. Déjà celle-ci va augmenter sa contribution au maximum possible sans recours à une approbation de son CD, diminuer les frais administratifs que l'ADEA paye et financer certaines activités de l'Association qui cadrent avec ses propres priorités.

S'agissant de **la rationalisation des Groupes de travail,** un autre sujet qui a suscité débats, le CD a reconnu la pertinence et l'utilité de ces groupes mais admis que les conditions actuelles de l'ADEA nécessitent qu'on réfléchisse davantage sur leur évolution et leur viabilité dans le futur. Le Secrétariat avait été mandaté de formuler des propositions qui ont abouti à ce qui suit : Les **GT sur les matériels didactiques et la profession enseignante** peuvent fondre en un et être transformés en un Pôle de qualité sous le leadership de l'Ouganda. **Le GT Maths et Science** peut être transformé en Pôle sous le leadership du Kenya. **Le GT sur l'Enseignement supérieur** peut être transformé en une taskforce sur les TIC en éducation, sous le leadership de la BAD. Le CD a recommandé que ces propositions soient éventuellement complétées et examinées lors de prochaines assises du CD.

Les agences étaient solidement représentées à cette 39ème Session du CD. Ici les représentants de CIEP, de la DDC et de la DFID

A propos de la **Stratégie de communication**, le Comité directeur a rappelé l'importance de renforcer la communication qui est l'un des tendons d'Achille de l'association. Il a demandé que les points focaux au niveau pays puissent jouer un rôle essentiel dans cette stratégie afin d'accroitre la visibilité et l'efficacité de l'ADEA. Le choix de ces points focaux doit tenir compte de ce requis.

S'agissant de **la prochaine Triennale**, il a rappelé que normalement l'année 2015 elle doit se tenir. Mais, 2015 est aussi caractérisée par d'importants rendez-vous qui risquent de porter ombrage à l'évènement phare de l'ADEA. Le CD a recommandé donc de réfléchir sur un éventuel changement de dates. Cette réflexion doit aussi porter sur le pays organisateur, de préférence un pays nord-africain, et sur le thème majeur à couvrir.

En ce qui concerne **la relocation de l'ADEA à Abidjan**, il a été rappelé que l'association ne peut rester plus d'une année supplémentaire à Tunis. Il faut déménager et les couts de la délocalisation doivent revenir à l'ADEA. Par ailleurs les coûts de vie étant de 26% plus élevés à Abidjan la question s'est posée, encore une fois, de voir s'il ne serait pas indiqué que l'ADEA profite de cette occasion pour s'engager dans la voie de construire son entité légale et son modèle de business. Si tel est le cas le CD a recommandé que le Modèle SIMEAO soit une source d'inspiration.

C'est en tenant compte de toutes ces considérations que finalement le projet de **Programme et Budget 2014** a été présenté et discuté. Au final, le CD n'a pas pu l'approuver car les dépenses du PB 2013 n'étaient pas encore auditées. Il a donc recommandé qu'un plan provisionnel soit établi afin de continuer les activités qui étaient déjà engagées. En attendant la prochaine Session du CD, aucune activité nouvelle ne sera mise en œuvre. Le Secrétariat est chargé de faire un listing des activités et d'établir un plan d'action ainsi qu'une feuille de route. Les recommandations issues de l'Audit doivent être incorporées à ce plan.

Par ailleurs Le Secrétariat est autorisé à recevoir des fonds de subvention et de contribution en relation avec les activités approuvées provisoirement. Il peut signer des

Photo souvenir avec notre cher JM, en compagnie du MOE de l'Angola, du Pdt du Comité directeur de l'ADEA, de l'ancien SE de l'ADEA et du représentant du GTENF

MOU avec les parties externes, documents qui seront revus et approuvés par les services légaux de la BAD.

La 39ème Session du Comité directeur a été clôturé par un mémorable bal d'adieu dédié au Secrétaire Exécutif sortant, Mr Ahlin Byll Cataria, notre cher JM, dont le mandat a été marqué par son professionnalisme exemplaire et un humanisme exceptionnel.

2014 BONNE ANNEE

L'équipe du GTENF -Groupe de travail sur l'Education non formelle de l'ADEA- saisit cette occasion pour vous souhaiter Joyeux Noël et vous présenter ses meilleurs vœux de nouvel an.

Que 2014 vous apporte, à vous et à vos proches, bonne santé, paix de l'âme et succès dans toutes vos entreprises …. et que le partenariat se renforce entre nos institutions !